

Des pourparlers à défaut d'une renégociation

BREXIT Mais l'UE reste ferme sur son refus de toucher à l'accord de sortie

► **May et Juncker ont convenu que leurs équipes se réuniront pour « chercher une voie ».**

► **Sur le fond, aucune percée n'est en vue.**

Comme toujours lorsque les attentes sont au ras des pâquerettes, le sentiment à Bruxelles après le passage de Theresa May ce jeudi était à un prudent soulagement, comme si le seul fait d'avoir évité le clash était déjà positif. Pas grand-chose de concret n'était attendu des rencontres de la Première ministre britannique puisque celle-ci avait annoncé qu'elle retournerait à Bruxelles renégocier l'accord de retrait du Royaume-Uni et son point de blocage central qu'est le « backstop » irlandais, tandis que les dirigeants de l'UE n'ont cessé de répéter que l'accord durement négocié pendant deux ans ne sera en aucun cas rouvert...

May et Juncker se reverront d'ici la fin du mois de février pour « faire le point sur ces discussions »

La première et plus importante rencontre, celle à la Commission européenne, formellement chargée de la négociation avec le RU, aurait donc pu se limiter à ce même échange d'intentions contradictoires. Mais le seul fait que Theresa May et Jean-Claude Juncker aient publié un communiqué commun, lu dans un silence religieux par le porte-parole de la Commission Margaritis Schinas lors de son point de

presse quotidien, est presque passé pour un rayon d'espoir. Evoquant une discussion « *robuste mais constructive* », les deux dirigeants ont convenu qu'en dépit de la difficulté des « défis », « *leurs équipes mèneraient des pourparlers afin de trouver une voie* » vers une adoption par le Parlement britannique de l'accord. May et Juncker

se reverront d'ici la fin du mois de février pour « *faire le point sur ces discussions* ». (Fin février ? Dès décembre, lorsque le report par Theresa May du vote de son Parlement sur l'accord avait montré combien sa ratification s'annonçait périlleuse, une source européenne haut placée nous avait indiqué que la prochaine occasion où les 28 se pencheraient de manière décisive sur le Brexit serait probablement le sommet de l'UE avec les Etats de la Ligue arabe. Celui-ci est prévu les 24 et 25 février à Charm-el-Cheikh, en Egypte...)

Quant aux « options variées » qu'aurait évoquées Madame May avec son hôte, elles se sont toutefois résumées, selon nos sources, à une seule : la renégociation de la fameuse « assurance ». Pour rappel, ce « backstop » est destiné à éviter le retour d'une frontière physique entre les deux Irlande. Mais il est honni par les Brexiteurs radicaux car il pourrait bloquer durablement le RU dans l'Union douanière européenne.

Au Parlement européen, qui doit aussi ratifier l'accord une fois qu'il l'aura été à Westminster, la Première ministre s'est entretenue avec son président Antonio Tajani et Guy Verhofstadt, lequel y pilote le groupe Brexit. « *L'atmosphère était bonne* », nous a

rapporté une source. A la sortie, Guy Verhofstadt a insisté sur deux points : l'offre, faite par les Européens depuis le rejet de l'accord par le Parlement britannique le 14 janvier, de rouvrir la « déclaration politique sur la relation future », annexée à l'accord proprement dit. Une déclaration « *qui pourrait être rendue plus contraignante* », a même proposé le patron des eurodéputés libéraux, qui reprenait ainsi l'expression fétiche des Britanniques. A la grosse différence près que ces derniers veulent obtenir une « *formule légalement contraignante* » qui limiterait le « backstop » dans le temps ou qui

permettrait au Royaume-Uni de le révoquer unilatéralement. Verhofstadt, lui, propose de détailler suffisamment les contours de la prochaine relation UE-RU, de manière à ce que l'entrée en action de l'assurance irlandaise (c.-à-d. le maintien dans l'Union douanière) paraisse encore moins probable qu'elle ne l'est selon le texte de l'accord proprement dit.

Mais la meilleure perspective pour Madame May de trouver une majorité aux Communes pour son accord, estimait encore Verhofstadt, c'est l'offre de soutien que vient de lancer à la Première ministre le chef de l'opposition travailliste, Jeremy Corbyn (lire ci-dessous). Une trentaine de voix travaillistes sont en effet nécessaires pour compenser l'opposition irréductible des Brexiteurs les plus durs dans le camp conservateur. Selon une source ayant eu connaissance des échanges, Theresa May aurait reconnu cette nécessité, tout en signalant qu'il était hors de ques-

tion pour elle de diviser son propre parti...

Au président du Conseil européen Donald Tusk, son dernier interlocuteur bruxellois de la journée, Madame May a signifié selon ses propres dires à la sortie combien son propos de la veille promettant « *l'enfer* » aux Brexiteurs, avait été jugé inapproprié. Et repartant pour Londres, la Première ministre a répété son mantra : « *Je délivrerai le Brexit. Et je le ferai à temps.* »

Une affirmation aussi déterminée qu'irréalisable : même si l'accord était ratifié aujourd'hui, il ne pourrait plus être juridiquement exécuté pour le 29 mars. Mais en regard du problème de fond qui subsiste, ceci n'est qu'un détail technique. ■

JUREK KUCZKIEWICZ

GRUPE DE RECHERCHE

Un « Projet Après »

Selon *The Financial Times*, un groupe de fonctionnaires britanniques planche sur un « *Projet Après* », destiné à « booster » l'économie britannique en cas de « no deal », c'est-à-dire de Brexit désordonné. La cellule envisagerait des mesures radicales telles qu'un abaissement des douanes et des impôts, mais aussi d'autres plus conventionnelles comme des soutiens aux exportations. Mais, selon un Brexiter, le groupe en question n'aurait pas trouvé d'accord sur la manière de répondre à la question « *Quelles sont les bonnes choses que l'on pourrait faire avec un "no deal" ?* »...

J.K.Z

travailleurs Jeremy Corbyn pose ses conditions à Theresa May

LONDRES

DE NOTRE CORRESPONDANTE

On connaissait déjà la bière sans alcool. Voici le Brexit sans (véritable) séparation. L'invention est signée Jeremy Corbyn, le numéro 1 du Labour. Dans une lettre adressée mercredi à Theresa May, le chef de file de l'opposition a formulé cinq demandes à la Première ministre concernant le Brexit qui conduiraient le Royaume-Uni à maintenir des liens très étroits avec l'UE.

Certaines de ces requêtes – et nous commencerons par celles-là – ont le mérite de la clarté – sans être pour autant toujours réalistes. D'autres sont beaucoup plus nébuleuses.

En premier lieu, M. Corbyn demande sans ambiguïté la création d'une union douanière permanente entre le Royaume-Uni et l'UE. « Une union douanière est nécessaire pour assurer les échanges commerciaux sans barrière dont ont besoin nos entreprises, nos travailleurs et nos consommateurs », justi-

fi le leader travailliste. Avant d'ajouter : « C'est la seule façon viable de garantir qu'il n'y ait pas de frontière en dure sur l'île d'Irlande. »

Le leader du Labour réclame par ailleurs qu'après le Brexit, les droits des travailleurs britanniques restent alignés sur les droits des travailleurs européens « de manière dynamique », autrement dit aujourd'hui, demain et pour l'éternité. M. Corbyn imagine même que le Royaume-Uni puisse faire œuvre de leadership dans ce domaine – auquel cas ce serait donc l'UE qui suivrait l'exemple donné par la Grande-Bretagne hors de l'UE.

Jeremy Corbyn exige également la participation aux agences de l'UE et aux programmes financés par l'UE, « y compris dans le domaine de l'environnement, de l'éducation et de la régulation industrielle ». Le leader travailliste demande, enfin, que la plus grande clarté soit apportée « sur les futurs accords de sécurité, y compris l'accès au mandat

d'arrêt européen et le partage de bases de données ».

Fronde interne

La lettre de M. Corbyn a fait sortir de leurs gonds les députés travaillistes les plus européens. « Cela faciliterait un accord qui appauvrirait le pays », a réagi Chuka Umunna sur Twitter. « Ne pas s'opposer au Brexit serait une erreur stratégique qui maintiendrait le Labour dans l'opposition pendant une génération », a déclaré sur le même réseau social David Lammy – en référence à une étude effectuée par un syndicat selon laquelle le parti travailliste risque de perdre 45 sièges de députés s'il ne fait pas barrage au Brexit.

La faiblesse de la proposition faite par M. Corbyn tient en partie aux contours très flous de sa demande concernant les relations du Royaume-Uni avec le marché unique européen. Dans sa lettre, le leader travailliste exige de Theresa May « un alignement étroit sur le marché

unique » qui « s'appuierait sur le partage d'institutions et d'obligations », sans donner de précisions. Cet « alignement étroit » impliquerait-il le maintien de la liberté de circulation des travailleurs européens, que Theresa May souhaite abolir ? La lettre ne dit rien à ce sujet.

Au sein du parti conservateur, la lettre de Jeremy Corbyn a suscité quelques réactions enthousiastes. Cependant, une partie de la presse s'interrogeait jeudi soir sur la sincérité de l'offre faite par le leader travailliste à Theresa May et sur sa motivation. La direction du Labour a démenti l'information – en provenance de ses propres rangs – selon laquelle le rejet par la Première ministre de la main tendue par Jeremy Corbyn conduirait le parti à réclamer un second référendum sur le Brexit. La guerre de tranchées entre partisans et opposants d'un second plébiscite continue au Labour. ■

AMANDINE ALEXANDRE